

14th Edition of the International
Conference on Quality Education and
Training (CIMQUSEF)

DISCRIMINATION POSITIVE TERRITORIALE DANS L'EDUCATION COMME UN PYLÔNE DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE: UNE ANALYSE POUR LE CAS DU MAROC

Pr. Aïcha EL Alaoui

Université Sultan Moulay Slimane. Béni-Mellal,
Maroc. Tél. (+212)663506211.

Email. aicha_elalaoui@yahoo.fr

Chef d'équipe de « Economie Solidaire et
Justice sociale »

Jeudi 26 avril 2018

A.ELALAOUI, 2018

SOMMAIRE

1. Quelle Définition peut-on donner au Développement économique?
2. Pourquoi l'application de la discrimination Positive dans l'éducation au Maroc?
3. Que peut-on conclure?

1. QUELLE DÉFINITION PEUT-ON DONNER AU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE?

Le développement impose trois sentiers, il doit être:

(i) général, au sens de la valorisation de l'ensemble des atouts d'un territoire ;

(ii) équilibré, au sens d'une maîtrise des interactions entre les facteurs et les processus, et

(iii) intégrer au sens où il prend équitablement les besoins des générations futures et ceux de la génération actuelle, prenant en considération la notion de temporalité. Il nous impose d'intégrer la notion d'équité où les ressources de planète sont équitablement partagées.

Ainsi donc, le développement est Général, Équilibré, Durable ET Soutenable 'GEDS'

- Le Dvpt GEDS est un processus qui concilie l'**écologique**, l'**économique** et le **social** ; et il établit un cercle interactif et vertueux entre ces trois pôles : c'est un développement, économiquement efficace, socialement équitable et écologiquement soutenable.
- Le Dvpt GEDS constitue un véritable enjeu pour les **différents acteurs politiques, civiques, et économiques** qui sont confrontées à des défis de justice sociale, d'efficacité économique et de préservation de l'environnement.
- Le Dvpt GEDS doit être pour l'humain et axé sur l'humain.

QUELLE DÉFINITION PEUT-ON DONNER À L'ÉDUCATION?

- ◉ L'éducation est une transmission, une acquisition, une création et une adaptation des informations et des valeurs pour perfectionner, améliorer et enrichir les compétences et la personnalité d'un individu pour l'intégrer et l'inclure dans la société.
- ◉ L'éducation, le savoir, les compétences et les valeurs sociales sont les clés de levier d'un développement économique et social GEDS.
- ◉ L'éducation ne permet pas seulement le développement personnel de l'individu mais aussi le développement Eco-soc de sa famille, son territoire, son pays et de la planète toute entière.
- ◉ En plus que l'éducation est parmi les droits humains fondamentaux, elle permet de garantir un échange sociétal positif, une justice sociale et un climat favorable pour le développement.

OÙ SE SITUE LE MAROC?

- ◉ Durant la dernière décennie, le contexte marocain a été marqué par de fortes dynamiques politiques, économiques et sociales, engendrant des profondes mutations structurelles à tous les niveaux ; mais des difficultés d'accès aux services sociaux persistent pour la majeure partie de la population surtout en zones marginalisées: les campagnes, les montagnes, les douars, les dchars et les périphérie de grandes villes;
- ◉ La constitution marocaine 2011 souligne l'importance de la démocratie participative (article 139) et les lois organiques ;

→ *La justice sociale au Maroc est loin d'être réalisée; les femmes, les enfants et les personnes âgées souffrent énormément. Ce constat s'est répercuté sur les droits fondamentaux de la population et le creusement de la marginalisation et la pauvreté.*

PLUSIEURS FACTEURS PEUVENT EXPLIQUER L'INJUSTICE SOCIALE AU MAROC:

(1) le facteur politique dont notamment une structure politique marquée par une démocratie fragile, la corruption et une faible participation électorale ;

(2) le facteur économique à savoir une économie fragile et dépendante des aléas climatiques et des autres économies (essentiellement les économies européennes), l'économie informelle et souterraine, et l'économie de la rente, et

(3) le facteur culturel dont la culture marocaine reste dominée par les mythes, le mépris des femmes et la discrimination sociale.

EN TERME DE DONNÉES:

Une grande disparité entre les 12 régions: Exp. La région de Béni Mellal-Khénifra est classée en 2^{ème} position en 2014 avec des taux de pauvreté et de vulnérabilité très élevés.

- ◉ **Le taux de pauvreté** au niveau national se situe à 4,8% en 2014. L'écart de pauvreté régional en 2014 se situe entre -0.5% et +9,8%: la région de Drâa-Tafilalet reste la région la plus touchée par la pauvreté.
- ◉ **Le taux de vulnérabilité** au niveau national se situe à 12,5% en 2014. L'écart de vulnérabilité régional en 2014 se situe entre -21,4% et +65,4%: Le taux faible a été enregistré dans la région de Sud (10,4%) ; par contre le taux très élevé a été enregistré dans la région de Drâa-Tafilalet (16,2%).
- ◉ **Le taux d'inégalité** ou **l'indice de Gini** au niveau national est de 0,406 en 2014. Malgré leurs poids économique dans le PIB marocain, il y a une grande inégalité dans les régions de Casablanca-Settat et Rabat-Salé-Kénitra

RÉPERCUSSIONS DE CETTE RÉALITÉ DE L'INJUSTICE ...

- ⊙ Cette réalité se répercute sur les catégories les plus fragiles de la société notamment les enfants et les femmes.
 - ⊙ Elle se répercute sur les secteurs sociaux, à savoir l'éducation et la santé.
 - ⊙ le taux d'analphabétisme de la population âgée de 10 ans et plus est de presque 32% en 2014, soit une disparité entre les sexes : 22,1% pour les hommes et 41,9% pour les femmes, et une disparité entre milieu : 22,2% pour l'urbain et 47,7% en milieu rural.
- ➔ Une disparité entre et intra-régionale.

QUE PEUT-ON CONCLURE SUR LE SYSTÈME ÉDUCATIF MAROCAIN?

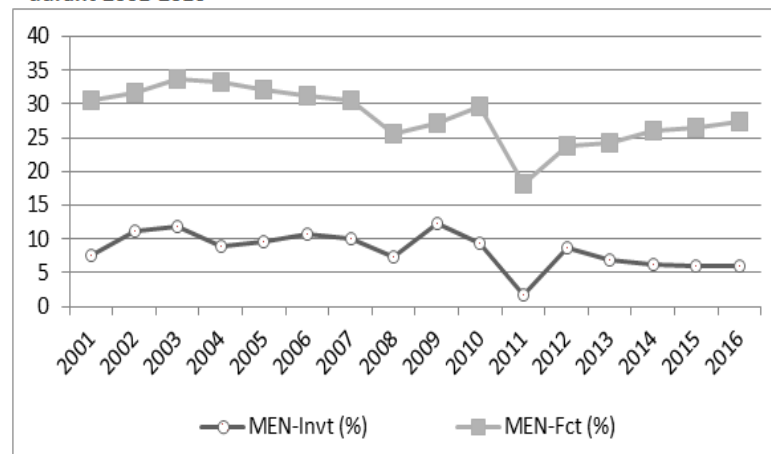
Ce système a connu un échec au niveau quantitatif et qualitatif.

- Les politiques éducatives adoptées, et les modes de gouvernance qui en ont découlé, n'ont pas réussi à offrir une éducation de qualité et une école unique à tous les marocains.
- Le rapport du Conseil Supérieur de l'Enseignement du Maroc (CSEM) a signalé que le management du système éducatif affronte des problèmes caractérisés par « une gouvernance hésitante et peu responsabilisante », (CSEM, 2008, p.29).

○ Le manque d'une volonté politique pour renforcer et développer ce système: la part des dépenses d'investissement en éducation dans le budget d'investissement de l'État reste très faible et en diminution (passant de 10,0% entre 2000-2007 à 7,2% entre 2008-2016).

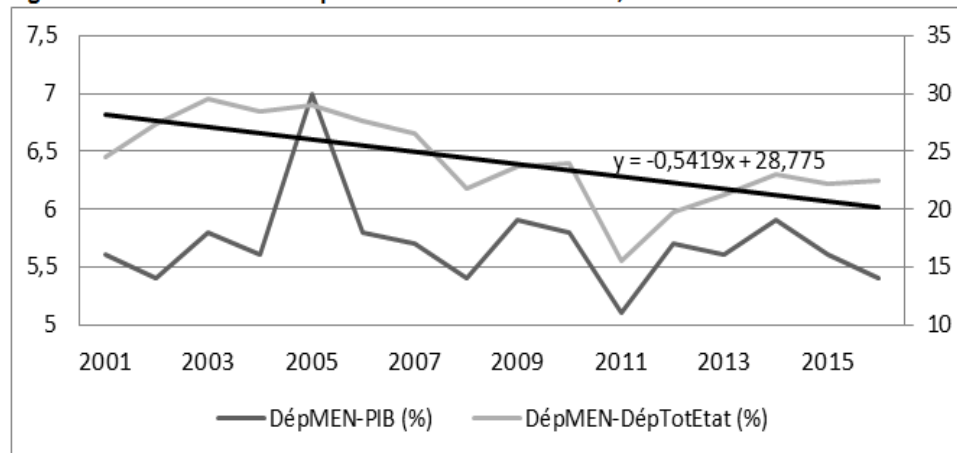
○ Et, la part du budget de fonctionnement de l'éducation représente plus d'un quart du budget de fonctionnement de l'État (passant de 31,8% entre 2000-2007 à 25,4% entre 2008-2016).

Figure N°2. Evolution des dépenses d'investissement et de fonctionnement de l'éducation en %, durant 2001-2016



Source : Élaboré à partir des données du Ministère de de L'Économie et des Finances, Maroc, 2016.

Figure N°3. Evolution des dépenses de l'éducation en %, durant 2001-2016



Source : Élaboré à partir des données du Ministère de de L'Économie et des Finances, Maroc, 2016.

Quatre caractéristiques majeurs marquent l'enseignement primaire au Maroc:

- (i) Presque 47% des élèves de l'enseignement primaire sont des filles au niveau national;
- (ii) la plupart des élèves sont inscrits dans les enseignements primaires publics ;
- (iii) La présence de l'enseignement privé surtout dans la région de Casablanca-Settat et la région de Laâyoune-Sakia El Hamra dépasse les 20%, et
- (iv) les élèves ruraux sont concentrés dans les régions les plus pauvres : la région de Drâa-Tafilalet, la région de Souss-Massa, la région de Marrakech-Safi et la région de Béni Mellal-Khénifra

DONC,

→ Dans ce cadre, on ne peut pas établir une seule politique pour l'ensemble de territoire national. Des réalités différentes nécessitent des mesures différentes == **Mettre des politiques publiques différentes selon les régions, les villes ou les campagnes afin d'obtenir un seul résultat surtout dans l'éducation, puisque le renforcement des capacités de chaque individu dans la société permet d'améliorer sa rentabilité/productivité et son savoir-faire, et, ainsi, l'intégrer dans le processus de développement social, économique, environnemental et politique du pays. Il faut discriminer les objectifs et les programmes.**

CONDITION DE RÉUSSITE D'UN DÉVELOPPEMENT 'GEDS' AU MAROC...

- ⊙ Le développement nécessite *un individu éduqué, instruit, libre et en bonne santé dont son avenir est garanti par le système politique, économique et social.*
- ⊙ Pour que chaque individu (homme et femme) joue pleinement son rôle dans le développement, il faut qu'il acquière les compétences et les savoirs nécessaires pour jouer réellement et efficacement son rôle social et sociétal d'où la possibilité de réussir le processus de la démocratie participative (la constitution 2011).

POURQUOI L'APPLICATION DE LA DISCRIMINATION POSITIVE DANS L'ÉDUCATION AU MAROC?

- ⊙ Nous estimons que pour avoir un développement GEDS sur l'ensemble de territoire, il faut accepter une certaine inégalité dans le processus de développement régional/territorial. Il faut équilibrer ce qui est déséquilibré pour atteindre l'équilibre général ; ce qui impose une discrimination positive par région et par genre dont notamment la politique éducative.
 - ⊙ La discrimination positive est considérée comme une compensation d'une inégalité sociale, économique, historique et politique.
 - ⊙ La discrimination positive est pensée comme un moteur de développement économique.
- Le schéma suivant montre ce processus:

PYLÔNE DE DÉVELOPPEMENT À PARTIR D'UNE APPROCHE DISCRIMINATOIRE EN ÉDUCATION

Développement **G**énéral, **É**quilibré, **D**urable et **S**outenable

- Développement social et économique pour l'humain et axé sur l'humain;
- Système politique démocratique
- Environnement vert durable

Renforcement de la démocratie participative

Réduire les inégalités:
Inégalités sociales, économiques et politiques

Ecole Unique pour tous et toutes :
Équité et Égalité des Chances

Discrimination positive par genre et par
région/territoire

CONCLUSION:

- Quel que soit la panne sociale qui a causé les manifestations dans certaines régions du Maroc (exp, Rég. Rif, Rég. de Sud-Est,...), la politique de discrimination positive est considérée comme une première étape pour corriger et affronter les inégalités sociales, scolaires, éducatives et sanitaires, qui s'enracinent et pourrissent la société marocaine.
- La discrimination positive en elle-même n'est pas une seule solution efficace pour garantir l'équité et l'égalité des chances. Pour réussir le processus de développement, une nouvelle école civique dans un cadre d'une justice sociale. Le changement des structures sociales, culturelles, politiques et économiques nécessite une stratégie de long terme.

- ◉ Les stéréotypes qui existent dans la société et qui sont liées à la religion, aux coutumes, aux traditions et aux valeurs de l'intimidation de la femme et les personnes aux besoins spécifiques, nous laisse à défendre l'idée d'une école fondée sur des valeurs universelles : les personnes sont jugées sur des valeurs humaines et non sur leur sexe, leur capacité physique ou intelligente. Pour instaurer une école unique, il faut qu'elle soit porteur des *idéaux de liberté, d'égalité, de solidarité, des principes de citoyenneté, de laïcité, de respect de l'autre, d'universalisme et d'unité.*
- ◉ *l'introduction du numérique dans le système éducatif est une nécessité car sa généralisation dans l'ensemble de la société, les enjeux de l'apprentissage du numérique et par le numérique sont essentiels pour le système éducatif* : Son usage permet de développer les compétences disciplinaires des élèves mais également leurs compétences transversales (autonomie, créativité, travail collaboratif, etc.).
- ◉ Il faut *diversifier et encourager l'apprentissage des langues.* En plus de deux langues officielles : arabe et tamazight, le programme éducatif doit diversifier davantage les langues apprises au profit de l'anglais, de japonais, de chinois... on ne sait pas à qui appartient le monde de demain ?

MERCI POUR VOTRE
ATTENTION